



La Suisse ne tremble pas face aux nouvelles taxes douanières américaines mises en place hier

ats/afp

Droits de douane

Après le Canada et le Brésil, une soixantaine de pays se retrouvent visés à leur tour par de nouveaux droits de douane américains depuis hier, accusés de ne pas suffisamment lutter contre le travail forcé. La Suisse se voit infliger une surtaxe de 12,5%.

Les réactions étaient contrastées hier face aux nouveaux droits de douane américains, à la mesure des enjeux. Explications.

De quoi s'agit-il?

Les Etats-Unis ont imposé à la Suisse et à une soixantaine de pays de nouveaux droits de douane, allant de 10% à 12,5%. Pour les biens suisses, une surtaxe de 12,5% était prévue à partir d'hier 00 h 01 (6 h 01 en Suisse). Des exceptions sont prévues et devraient être détaillées prochainement. Ces nouvelles taxes prennent le relais des droits de douane de 10% imposés en février dernier et qui arrivent à échéance à la même heure. La Chine, Taïwan, le Japon ou la Corée sont égale-

ment frappés d'une surtaxe de 12,5%. Les pays de l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni sont soumis à un taux de 10%.

Quel est le contexte et qu'est-ce qui justifie cela?

Les nouvelles mesures sont le résultat d'une enquête américaine lancée à la mi-mars pour déterminer si les partenaires commerciaux des Etats-Unis avaient totalement éliminé de leur chaîne d'approvisionnement les produits issus du travail forcé. Washington reproche à la Suisse de ne pas en faire assez pour combattre ce fléau.

L'annonce d'hier survient après l'expiration du délai de 150 jours fixé à Donald Trump pour ses droits de douane temporaires mis en place en février dans la foulée de la décision de la Cour suprême d'annuler la majorité des surtaxes précédentes décrétées depuis son retour à la Maison-Blanche. Hors grands ensembles comme l'UE, les Etats-Unis sont le premier marché pour les exportations suisses de marchandises avec une part d'environ un cinquième, devant l'Allemagne (15%). La Suisse a affiché l'an dernier un excédent commercial record avec les Etats-Unis.

Quelles sont

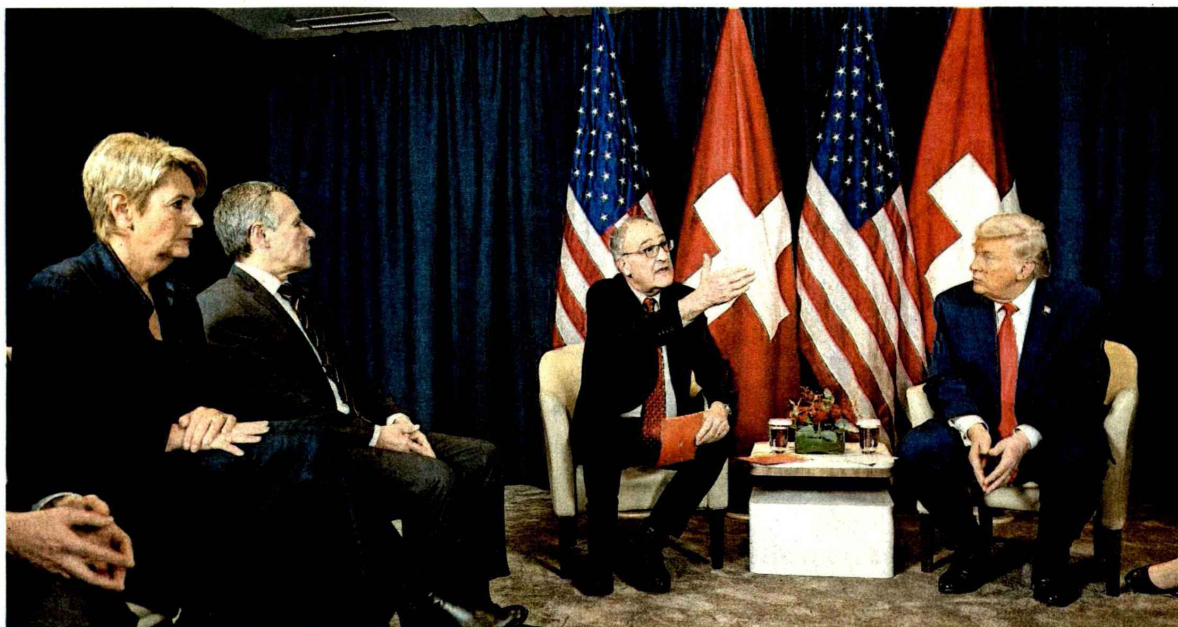
les réactions officielles en Suisse?

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a pris acte de la décision américaine. Les Etats-Unis «continuent de respecter la déclaration d'intention commune» (avec la Suisse), écrit-il. Le DEFR précise cependant que le Conseil fédéral «rejette fermement les allégations de travail forcé». La Suisse privilégie une approche plus globale que les Etats-Unis contre le travail forcé, avait indiqué Guy Parmelin.

Le président de la Confédération et son équipe sont en contact depuis plusieurs mois avec l'administration américaine.

Est-ce la fin du feuilleton?

Non, car plusieurs autres enquêtes restent en cours. Les Etats-Unis se penchent notamment sur une éventuelle «surcapacité industrielle» des partenaires commerciaux des Etats-Unis. La Suisse et l'UE sont également visées par les sanctions sur les surcapacités. Les milieux économiques craignent que la Suisse soit épinglée et taxée.



Le président de la Confédération et son équipe sont en contact depuis plusieurs mois déjà avec l'administration américaine.

archives keystone

Les réactions des économistes et des politiques

Plusieurs organisations faitières des exportateurs suisses, comme Swissmem et Swiss Medtech, ont critiqué le taux attribué à la Suisse, supérieur aux 10% des 27 pays de l'UE. La différence de 2,5 points de pourcentage crée une distorsion de concurrence qui désavantage l'économie suisse, estiment-elles.

Aux yeux d'Economiesuisse, les nouveaux droits de douane renchérissent les exportations suisses sans lever les incertitudes.

La Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis est plus optimiste: les nouvelles surtaxes représentent «plus de soulagement» que

d'inquiétude pour les entreprises suisses, a déclaré son directeur Rahul Sahgal. La déclaration d'intention conclue avec Washington avait permis à la Suisse de figurer «parmi les cinq pays les mieux traités» parmi la soixantaine concernée par les nouvelles mesures.

Les milieux politiques, eux, sont très remontés. «Il s'agit encore d'une mauvaise nouvelle pour les PME et la sécurité de l'emploi de toute la population», s'inquiète le PLR. Le PS pense au contraire qu'il est temps pour la Suisse de se rapprocher de l'UE «pour faire bloc». ats

« Le Conseil
fédéral
rejette
fermement
les allégations
de travail
forcé. »